

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

**IDCC : 1404. – ENTREPRISES DE MAINTENANCE, DISTRIBUTION
ET LOCATION DE MATÉRIELS AGRICOLES,
DE TRAVAUX PUBLICS, DE BÂTIMENT, DE MANUTENTION,
DE MOTOCULTURE DE PLAISANCE
ET ACTIVITÉS CONNEXES, DITE SDLM**

**AVENANT N° 1 DU 16 FÉVRIER 2016
À L'ACCORD DU 2 JUILLET 2015
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

NOR : ASET1650420M

IDCC : 1404

PRÉAMBULE

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2015 qui a étendu les dispositions de l'accord du 2 juillet 2015 relatif à la formation professionnelle a étendu le deuxième tiret du 3^e alinéa de l'article 3.1 sous réserve des dispositions des 2^e à 5^e alinéas de l'article L. 6324-1 du code du travail.

Cette réserve ministérielle a pour objet de rappeler que les actions de formation éligibles aux périodes de professionnalisation dont le but est de favoriser le maintien dans l'emploi sont des formations qualifiantes, ou des actions permettant l'accès au socle de connaissances et de compétences ou des actions permettant l'accès à une certification inscrite à l'inventaire.

Afin de prendre en compte cette observation, il est convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Le 3^e alinéa de l'article 3.1 est désormais rédigé ainsi :

- « La période de professionnalisation doit ainsi permettre aux salariés :
- d'acquérir une des qualifications prévues à l'article L. 6314-1 du code du travail et notamment un diplôme ou un titre relevant de la filière de formation de la branche, un certificat de qualification professionnelle de la branche ou une qualification professionnelle visée à l'article 2.1.2 ;
 - de participer à une action permettant l'accès au socle de connaissances et de compétences ;
 - de participer à une action permettant l'accès à une certification inscrite à l'inventaire mentionné au code de l'éducation. »

Article 2

Le champ d'application professionnel, personnel et géographique du présent avenant est celui prévu par la convention collective.

L'avenant a un caractère impératif.

Le présent avenant est applicable à la date de sa signature sous réserve des dispositions législatives sur le droit d'opposition.

Il est conclu conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code du travail relatives à la nature et à la validité des conventions et accords collectifs.

Dans les conditions prévues par ces mêmes dispositions, le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être notifié à chacune des organisations représentatives afin de permettre, le cas échéant, l'exercice du droit d'opposition.

Le présent avenant est déposé au ministère du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Les parties signataires demandent l'extension la plus rapide possible du présent avenant au ministre en charge du travail.

Fait à Paris, le 16 février 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SEDIMA ;

DLR ;

FNAR.

Syndicats de salariés :

FM CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FNSM CFTC ;

FCM FO.